

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/1 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.1.63348

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Kanoniker und Zeitgenosse von Fillastre den dank des Kardinals in die Kapitelbibliothek gelangten Ptolemäus studieren konnte und der solch wissenschaftliche Neigungen als Sproß einer Handwerkerfamilie aus Charleville obendrein mit praktischen Talenten verband, was ihn neben diversen astronomischen Instrumenten auch den ersten Globus (*boule ronde*) bauen bzw. dessen Herstellung betreiben ließ: Fusoris »est le premier ... à avoir tenté de mettre Ptolémée au service de visées pédagogiques auprès d'un public de non spécialistes, en fabriquant un globe terrestre« (S. 174).

Zu diesen leider ohne jede Illustration (!) gebliebenen Geographica-Beiträgen, auf denen, rechnet man die Studien von Boriaud und Duval-Arnould hinzu, rein quantitativ das Schwergewicht des Bands liegt, gehört nun noch ein weiterer, schon oben kurz erwähnter Aufsatz von Patrick GAUTIER DALCHÉ, der bereits 1992 in den »Archives d'histoire doctrinale et littéraire du Moyen Âge« erschien und hier wegen seiner Thematik sinnvollerweise im Anhang nochmals abgedruckt wurde: »L'œuvre géographique du cardinal Fillastre († 1428). Représentation du monde et perception de la carte à l'aube des découvertes« (S. 293–355). Im Kern handelt es sich um eine Interpretation jener hier auch edierten, vor dem 1. November 1417 in Konstanz verfaßten Einführung Fillastres in die *Chorographia* des Pomponius Mela, die aber vorrangig als Zeugnis der Ptolemäus-Rezeption gewürdigt sein will: Mit Ptolemäus stellt sich für den Kardinal die Ökumene viel weiträumiger als bislang dar; konzeptionell lassen sich darin auch alle bisher unbekanntes Gegenden einbeziehen: Nicht mehr von *terrae inhabitabiles*, sondern von *terrae incognitae* ist auszugehen. Sie aber sind Ziel der genau in jenen Jahren einsetzenden überseeischen Expansion der Europäer: Die mit *Haec sancta synodus* und dem Hus-Prozeß befaßten Konstanzer Väter mußten sich auch, worauf Gautier Dalché treffend hinweist, mit dem Fall von Ceuta und der Besetzung der Kanaren durch normannische Ritter auseinandersetzen. Dieser Aufsatz, der sogleich nach Erscheinen sein Echo fand (vgl. etwa A.-D. v. den Brincken, *Oceani Angustior Latitudo*. Die Ökumene auf der Klimatenkarte des Pierre d'Ailly, in: Studien zum 15. Jahrhundert. Fs. f. Erich Meuthen, hg. von Johannes Helmrath, Heribert Müller, Bd. 1, München 1994, S. 581), stellt auch noch ein Jahrzehnt nach seiner Erstpublikation den beeindruckenden Schlußpunkt eines Bandes dar, der zudem durch sorgfältige Gestaltung bis hin zu einem bei Sammelwerken keineswegs üblichen Verzeichnis der zitierten Handschriften und einem Namenregister überzeugt: Gautier Dalché, seit fast zwei Jahrzehnten Erforscher mittelalterlicher Raum- und Weltvorstellungen, dürfte dabei als Herausgeber der Reihe »Terrarum orbis« manches Verdienst zukommen.

Was dem flüchtigen Betrachter als »Gemischtwarenladen« oder »Buchbindersynthese« erscheinen mochte, dem genaueren als ein durchaus wohlgebautes »viersäuliges« Gesamt, erweist sich somit am Ende gar als wichtiger Beitrag zur europäischen Geschichte an einer neue Horizonte eröffnenden Zeitenwende.

Heribert MÜLLER, Frankfurt a.M.

Martin KINTZINGER, Westbindungen im spätmittelalterlichen Europa. Auswärtige Politik zwischen dem Reich, Frankreich, Burgund und England in der Regierungszeit Kaiser Sigismunds, Stuttgart (Thorbecke) 2000, X–485 p. (Mittelalter-Forschungen, 2).

Dans cette »Habilitationsschrift« issue de l'école de Joachim Ehlers, Martin Kintzinger étudie à partir de l'exemple de l'empereur Sigismond de Luxembourg les formes, les modalités et les buts de la »politique extérieure« d'un souverain de la fin du Moyen Âge; de quel espace de liberté et d'initiative personnelle dispose-t-il dans le cadre des normes et des règles qui gouvernaient les relations entre princes?

La première grande partie du livre montre comment Sigismond dans une première phase de son règne – jusqu'au début des années 1420 – a voulu à la fois réaliser ses objectifs poli-

tiques propres (avant tout la défense du royaume de Hongrie face aux Turcs) et être l'empereur qui rétablit la paix dans l'Europe chrétienne et l'unité de l'Eglise, le médiateur entre les souverains ennemis, avant tout les rois d'Angleterre et de France. Peu de temps après son accession à l'Empire, il a annoncé qu'il voulait constituer une confédération entre les souverains de l'Empire, des Français et des Anglais, c'est-à-dire les trois principaux chefs de la Chrétienté. Il apparaît dans cette entreprise comme un manœuvrier habile et endurant, à défaut d'être toujours efficace, maîtrisant la pratique des outils diplomatiques et notamment celui de l'alliance avec un souverain ou un prince sans passer par le biais traditionnel de l'alliance matrimoniale et dynastique. Cette politique finit cependant par déboucher sur un engagement de Sigismond dans le «camp anglais» avec le traité de Cantorbéry en 1416.

Dans les parties suivantes, M.K. fournit une étude monographique et thématique des instruments de la politique extérieure de Sigismond. Les *familiars regis* (avec leur prosopographie en annexe) apparaissent comme les principaux vecteurs de la diplomatie royale. La nomination à un tel titre était en effet réservée à des gens disposant de la confiance du souverain, elle-même justifiée par une présence ancienne et assidue dans son entourage. Ceux dont le souverain comptait utiliser les services diplomatiques étaient pourvus dans leur lettre de nomination d'un *salvus conductus* à valeur générale; parmi les 530 personnes attestées comme *familiars* pendant le règne de Sigismond, 101 ont reçu ce *salvus conductus*. Ce sauf-conduit général et illimité ne valait cependant que pour le territoire du souverain, c'est-à-dire le saint Empire et les royaumes de Bohême – spécialement mentionné bien qu'il fasse partie de l'Empire – et la Hongrie. En fait les *familiars* ne remplissaient, en principe, de services diplomatiques qu'à l'intérieur du Reich; pour les missions chez des souverains étrangers, le roi avait recours à un personnel choisi *ad hoc* et qui n'était qu'occasionnellement issu de la *familiaritas* royale; des sauf-conduits spéciaux étaient alors établis. Le livre s'intéresse alors à l'utilisation qu'a faite Sigismond des codes d'une culture aristocratique et chevaleresque commune aux élites des différents pays de l'Europe chrétienne. Le souverain a en effet très tôt entrepris – en tant que roi de Hongrie, bien avant son accession à la royauté des Romains – de faire concourir par ce biais les princes chrétiens d'Europe à la réalisation de ses objectifs politiques et d'abord à la défense de son royaume de Hongrie contre l'expansion ottomane. Il n'existait cependant pas d'accord entre le duc de Bourgogne et le roi de Hongrie sur le sens qu'il fallait donner à l'expédition; tandis que le premier la plaçait sous le signe de la croisade avec pour but ultime la délivrance de Jérusalem, le second ne se référait qu'à une entraide entre chevaliers chrétiens pour la défense de la Hongrie. Le désastre de Nicopolis est aussi à interpréter sur l'arrière-plan de ces divergences. Après Nicopolis et après son accession à la dignité de roi des Romains, Sigismond persiste à tenter de s'ingérer dans les relations entre princes et états chrétiens au nom du nécessaire rétablissement de la paix entre les royaumes, un objectif qui ne devait pas être considéré comme un préalable à la nécessaire croisade mais bien plutôt comme un but en soi. Les participations croisées à des ordres chevaleresques ou à des sociétés nobiliaires sont à cet égard le moyen d'instaurer un lien étroit entre princes étrangers. Sigismond fut intronisé en 1416 comme membre de l'ordre de la Jarretière, et il en fit lui-même grand cas, tandis que Ferdinand I^{er} d'Aragon entra dans la société du Dragon fondée par Sigismond en tant que roi de Hongrie au nom de la lutte contre le danger que faisaient courir à la Chrétienté les Infidèles. Il ne semble pas cependant qu'Henri V d'Angleterre soit devenu membre de la société du Dragon et les conséquences pratiques de la participation de Sigismond à l'ordre de la Jarretière resteront limitées. C'est aussi le recours à la symbolique chevaleresque qui se manifeste à travers la spectaculaire intervention de Sigismond dans un procès du Parlement en faveur de la candidature de Guillaume Saignet à la sénéchaussée du Languedoc. M.K. montre les arrière-plans politiques de cette affaire et l'intervention du roi des Romains est bien autre chose qu'une initiative aussi soudaine que spectaculaire et intempestive.

Dans une dernière partie, M.K. revient alors à l'analyse globale de la diplomatie de Sigismond, de sa réussite ou de son échec. À quoi ont abouti lors de la seconde et dernière phase du règne de Sigismond les initiatives qu'il avait développées antérieurement? Sigismond apparaît en fait désormais marginalisé dans le jeu politique qui oppose les Lancastre anglais à leur «adversaire de France», Charles VII. Il n'a plus réellement les moyens d'intervenir et d'être pris au sérieux sur le théâtre même des relations politiques comme au concile de Bâle dominé par le roi de France. Du coup, sa politique doit se limiter à un effort tenace pour défendre les frontières de l'Empire contre la pression bourguignonne: en Franche-Comté où il favorise contre le duc de Bourgogne la ville de Besançon, l'archevêque et le vicaire d'Empire, Louis II de Chalon, prince d'Orange, un adversaire déclaré du duc de Bourgogne; en Lorraine où c'est René d'Anjou qu'il investit solennellement du duché le 24 avril 1434, aux dépens de son compétiteur, Antoine de Vaudémont, un client du duc de Bourgogne. Il s'agit d'une politique aux dimensions et aux effets limités, ce qui n'empêchera pas Sigismond de se faire célébrer comme le prince de la paix par les humanistes rassemblés à Ferrare où il séjourne lors de son expédition italienne de couronnement impérial en 1433.

L'ouvrage de M.K. impressionne par l'amplitude de ses dépouillements bibliographiques en toutes les langues (seule absence quelque peu notable que j'ai pu constater: l'article d'Isabelle Le Bis, pratique de la diplomatie. Un dossier d'ambassadeurs français sous Charles VI [1400–1403], *Annuaire-Bulletin de la SHF* 1985–1986, p. 97–215), et surtout de sources inédites dépouillées dans de nombreux dépôts d'archives et dont il donne beaucoup d'extraits dans les notes de bas de page. Les quelques critiques ponctuelles que l'on pourrait faire – je ne suis pas sûr par exemple que, dans l'affaire de Nicopolis, son interprétation (p. 236) de l'appel de Sigismond aux chevaliers français tel que le rapporte Froissart puisse être retenue – pèsent ainsi bien peu devant l'importance du travail accompli. Il faut par ailleurs souligner qu'au delà de ce substantiel apport érudit, Martin Kintzinger a voulu offrir à ses lecteurs une véritable réflexion sur ce que peut être une histoire diplomatique du Moyen Âge qui ne se réduirait pas à la projection anachronique dans le passé du fonctionnement à l'époque moderne et contemporaine des «relations internationales» entre gouvernants et états. La publication de ce livre doit donc être saluée chaleureusement.

Jean-Marie Mœglin, Paris

Gisela NAEGLE, *Stadt, Recht und Krone. Französische Städte, Königtum und Parlament im späten Mittelalter. Teilband 1: Stadt und Krone im späten Mittelalter. Teilband 2: Fallstudien. Städtische Prozesse vor dem Parlament von Poitiers*, Husum (Matthiesen Verlag) 2002, 816 p. (*Historische Studien*, 468).

Une étude comparée des bonnes villes du royaume de France et des villes libres de l'Empire serait tentante. C'est probablement l'idée qui a orienté Gisela Naegle dans le choix de son sujet de recherche, même si elle a vu très vite qu'un tel objectif était encore largement prématuré. Ces deux volumes consacrés seulement à la France combinent une ample synthèse sur les rapports des villes avec la Couronne, du milieu du XIV^e siècle aux dernières années du XV^e siècle, avec une étude de cas fondée sur un dépouillement méthodique des registres du parlement de Poitiers entre 1418 et 1436. En somme, un état des connaissances largement conduit joint à un travail d'érudition classique. Étant donné la rareté et le vieillissement des sources publiées (des extraits de registres de délibération en général) le recours aux archives judiciaires comble partiellement cette lacune et nourrit l'enquête de la richesse des situations concrètes.

Le premier volume se présente donc comme une somme fondée sur l'imposant dépouillement d'une bibliographie quasiment exhaustive. Souvent même s'y trouvent reprises des considérations institutionnelles générales qui pourront paraître oiseuses au public français,